



Après une crise inédite en 2020

Sonatrach va accroître sa production et ses ventes

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

ENIEM de Tizi-Ouzou Reprise du travail dimanche après la nomination d'un nouveau P-dg

Page 16

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5284 - Mercredi 27 janvier 2021 - Prix : 10 DA

Selon le SG de l'UGTA

«Un travailleur a besoin d'un salaire de 75 000 DA»

Page 2

Crise politique ouverte en Tunisie

Par Mohamed Habili

Le président tunisien Kaïs Saïed s'est livré ce lundi à l'ouverture d'un Conseil de sécurité national, élargi pour l'occasion, à une véritable diatribe contre le système politique dans son ensemble, celui-là même qui s'était mis en place au lendemain de la chute de l'ancien régime représenté par Zine el-Abidine Ben Ali. Au regard des circonstances tendues qui font l'actualité de la Tunisie, dont des émeutes sur des revendications sociales dans pratiquement tout le pays coïncidant avec le dixième anniversaire de la fuite de Ben Ali, les paroles qu'il a tenues devant une assemblée médusée n'ont pas été sans rappeler le discours du président algérien Chadli Bendjedid en septembre 1988, à la veille du tournant qu'a constitué l'explosion d'octobre de la même année. On sait quelles avaient été les conséquences quasi immédiates produites par le discours virulent digne d'un opposant de l'ancien président algérien. On ignore encore, et pour cause, celles qu'aura celles du président tunisien, mais il ne serait pas étonnant qu'au bout du compte elles soient de même nature que les premières. Saïed a tout simplement fait savoir à son auditoire, formé entre autres du président de l'Assemblée et leader d'Ennahda Rached Ghannouchi, et du chef du gouvernement Hichem Mechichi, qu'il refusait le remaniement ministériel effectué récemment par ce dernier, lequel s'est traduit par la réattribution de pas moins que de onze portefeuilles.

Suite en page 3

Djerad célébrant la Journée internationale de la douane

Lutte contre le trafic d'objets d'art, numérisation du secteur...



Ph.D. R.

Afin d'améliorer l'attractivité des investissements en Algérie, Abdelaziz Djerad a affirmé la nécessité de simplifier les procédures douanières, de lutter contre «les lourdes bureaucratiques» et d'adapter les textes régissant cette activité, soulignant que la réforme de l'administration douanière constituait «un axe essentiel» dans le programme du président de la République et du plan d'action du gouvernement. Page 2

Contestation sociale à Béjaïa

Grande mobilisation des travailleurs

Page 16

Le colonel Zouaoui Mokrane, commandant du groupement de la gendarmerie de Tizi Ouzou

«Le petit Yanis Hassani n'a été ni enlevé ni victime de sorcellerie»

Page 16

Djerad célébrant la Journée internationale de la douane

Lutte contre le trafic d'objets d'art, numérisation du secteur...

■ Afin d'améliorer l'attractivité des investissements en Algérie, Abdelaziz Djerad a affirmé la nécessité de simplifier les procédures douanières, de lutter contre «les lourdeurs bureaucratiques» et d'adapter les textes régissant cette activité, soulignant que la réforme de l'administration douanière constituait «un axe essentiel» dans le programme du président de la République et du plan d'action du gouvernement.

Par Thinhinene Khouchi

Présidant la cérémonie de célébration de la Journée internationale de la douane au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal à Alger, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a indiqué, hier, que les Douanes algériennes sont à l'avant-garde en matière de protection de l'économie nationale et des intérêts économiques du pays, en veillant au respect de la législation et règlement en vigueur relatifs à la circulation transfrontalière des marchandises, et à la lutte contre le trafic illicite, la contrebande, le blanchiment d'argent et le crime organisé transfrontalier pour préserver également la sécurité des citoyens. Il a également appelé ce corps «sensible à encourager les investissements générateurs de richesse et de postes d'emploi» et à «accompagner la relance économique, en renforçant l'encadrement et la valorisation des ressources humaines mais également en procédant à la modernisation des modes de gestion». Pour Djerad, la situation actuelle de l'économie nationale, notamment en pleine crise multidimensionnelle qui frappe tous les pays du monde, requiert «la mobilisation de toutes les institutions, en particulier le corps des Douanes, au regard de son rôle-clé dans la protection de l'économie nationale et l'ouverture de nouvelles perspectives à même de faciliter les investissements nationaux et étrangers, de promouvoir le commerce extérieur, de diversifier l'économie nationale et de générer de nouvelles ressources financières». Pour atteindre ces objectifs, le ministre a appelé à considérer la formation en tant qu'«axe majeur» dans le processus de modernisation des Douanes, à travers le renforcement des échanges et de la coopération bilatérale et multilatérale, en vue d'ériger cette institution en administration «plus transparente, moderne et performante». «L'administration des Douanes est invitée à poursuivre ses efforts pour ancrer une éthique et une déontologie professionnelle exemplaires au sein de ce corps, à travers la consécration des principes de la bonne gouvernance et du respect strict des valeurs mondiales en la matière énoncées dans la Déclaration d'Arusha de l'Organisation mondiale des Douanes (OMD)», a-t-il soutenu. Ces valeurs internationales auxquelles adhèrent les Douanes doivent orienter le comportement de tous les membres de ce corps et constituer, de même, «le dénominateur

commun à la famille des douanes», a-t-il plaidé, exhortant les fonctionnaires de cette administration à consentir davantage d'efforts et de sacrifices pour «la promotion de ce corps sensible aux plus hauts niveaux d'efficacité et de mobilisation». «Le rétablissement de la confiance entre le gouvernant et le gouverné commence d'abord par un travail continu, sincère et transparent, dans le respect de la loi, des principes de la patrie et de la mémoire des chouchada», rappelle le Premier ministre. Il est à noter que la Journée internationale de la douane est placée cette année sous le thème «Relance, renouveau, résilience : la douane au service d'une chaîne logistique durable», et les efforts des services des douanes seront focalisés sur les moyens de surmonter l'impact de la pandémie internationale et l'appui des individus et entreprises, à travers le renforcement de la chaîne d'approvisionnement, la consolidation de la coopération et la mobilisation de la technologie. Il est à noter que la célébration de la JID en Algérie est placée sous le haut patronage du président de la République, Abdelmajid Tebboune.

Contrebande des objets d'art et des manuscrits : Djerad appelle à la protection du patrimoine culturel

En outre, visitant une exposition dédiée aux activités des Douanes algériennes, le Premier ministre a insisté sur l'impératif d'intensifier les efforts des douanes en matière de lutte contre la contrebande des objets d'art et des manuscrits.

Il en a appelé «à doubler d'efforts pour la protection



Ph/D. R.

du patrimoine culturel en proie toujours au pillage continu de réseaux internationaux». Il a, à ce propos, ordonné le renforcement des équipes douanières spécialisées dans ce domaine, le recours aux spécialistes en mettant à profit les expertises internationales ainsi que le soutien de la formation à l'effet d'«éliminer définitivement ce phénomène». Par ailleurs, lors de cette visite, Djerad a insisté sur l'impérative actualisation des statistiques relatives au commerce extérieur et leur publication sur Internet, affirmant que les statistiques du commerce extérieur doivent être «accessibles à tous». Il a souligné que les statistiques fournies par les Douanes algériennes «sont exactes et donnent une image claire sur la situation du commerce extérieur du pays». «Ces chiffres jouent un grand rôle

dans la transparence et l'accompagnement des opérateurs économiques», a-t-il ajouté. En présence de ministres et de cadres supérieurs, le Premier ministre a affirmé que la numérisation constituait le principal axe de développement de l'action douanière, soulignant que la numérisation de l'administration douanière lui permettra d'atteindre un niveau mondial, en sus de faciliter son travail, affir-

mant que le contrôle douanier doit se faire par des moyens modernes. Le Premier ministre, qui a visité l'exposition, accompagné du ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane et le directeur général des Douanes, Noureddine Khaldi, a insisté sur l'importance de «lutter efficacement contre le phénomène de contrebande et les fléaux préjudiciables à l'économie nationale».

T. K.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 5 décès et 243 nouveaux cas

L'ALGÉRIE a enregistré 5 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, deux cas de plus qu'hier (3), portant à 2 871 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une légère baisse, avec 243 cas, soit 15 cas de moins par rapport au bilan d'hier (258), pour atteindre, au total, 106 097 cas confirmés.

R. N.

Selon le SG de l'UGTA

«Un travailleur a besoin d'un salaire de 75 000 DA»

Un travailleur algérien a besoin d'un salaire de 75 000 DA pour pouvoir subvenir à ses besoins quotidiens. C'est du moins ce qu'estime Salim Labatcha, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta), qui s'exprimait sur Echourouk News. Le patron de la Centrale syndicale a fait le constat de la hausse généralisée des prix et ses retombées sur le pouvoir d'achat des citoyens. Une situation, pour bien le dire, qui risque d'empirer à l'avenir en raison d'une crise économique marquée par la chute des prix du pétrole et les effets de la crise sanitaire due à l'épidémie de coronavirus. Labatcha a expliqué que «l'augmentation du pouvoir d'achat est tributaire de la réorganisation du marché». Compte tenu de la conjoncture économique actuelle, il ne faut surtout pas s'attendre à

une solution magique. De nombreux ménages, affectés, «serrent déjà la ceinture» et les citoyens ne dépendent plus comme avant. Il y a quelques jours, le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a tenté de justifier la hausse des prix en affirmant qu'une augmentation des prix de certains produits alimentaires est due à la hausse des cours mondiaux et les coûts de la logistique, assurant que les prix des produits de première nécessité n'ont pas connu d'augmentation. «Il n'y a pas eu d'augmentation de prix des produits de base, mais l'augmentation des prix de certains autres produits est due à l'augmentation des cours mondiaux, la hausse des coûts logistiques et la baisse du dinar», a expliqué M. Rezig, assurant que le ministère du Commerce surveille quotidiennement l'évolution des prix et se tient prêt à

prendre les dispositions nécessaires contre les spéculateurs. Indépendamment de la hausse généralisée des prix enregistrée ces derniers jours, le salaire moyen en Algérie, se situant entre 25 000 et 30 000 DA, est loin de garantir aux ménages de joindre aisément les deux bouts. Des syndicats avaient déjà exprimé la nécessité de procéder à une «révision de la politique salariale de manière à atteindre un équilibre dans le pouvoir d'achat». La dérégulation du marché, la spéculation et la dépréciation du dinar, sont autant de facteurs responsables de l'érosion du pouvoir d'achat des simples salariés. Une situation davantage compliquée par les retombées de la crise sanitaire, avec son lot de chômage et de cessation d'activité, notamment chez le privé.

Aomar Fekrahe

Après une crise inédite en 2020

Sonatrach va accroître sa production et ses ventes

■ L'année 2021 verra une croissance de la production et des ventes de la Société nationale des hydrocarbures Sonatrach, a indiqué son P-dg, Toufik Hakkar.

Par Meriem B.

« **E**n matière d'activités opérationnelles, 2021 verra une croissance de la production et des ventes », a prédit M. Hakkar dans l'éditorial du dernier numéro de la News-letter éditée par le groupe pétro-gazier. Il a, dans ce cadre, assuré qu'à moyen terme Sonatrach « continuera à satisfaire les besoins croissants du marché national, qui atteindront 70 millions TEP à partir de 2024, tout en maintenant un niveau d'export au-dessus de 90 millions TEP annuellement, grâce à la mise en production de nouveaux gisements dans les régions sud-ouest et sud-est ».

Il a, dans ce sillage, indiqué que le programme d'investissement de Sonatrach pour les cinq prochaines années s'élèvera à 40 milliards de dollars, dont 51 % en dinars.

Ce programme « traduit la mise en œuvre de notre politique de promotion du contenu local, avec la volonté tangible de s'inscrire dans une démarche intégrative des entreprises nationales quant à la réalisation de nos projets », a affirmé M. Hakkar. Revenant sur la situation de la société l'année précédente, le P-dg du groupe souligne que, malgré le contexte « particulière-



Toufik Hakkar, P-dg de Sonatrach

ment pénible» traversé durant l'année 2020 et induit par la pandémie de Covid-19 et la crise des marchés pétroliers et gaziers, la résilience de Sonatrach lui a permis de faire face aux conséquences de cette double crise inédite, en limitant son impact sur ses activités opé-

rationnelles et ses capacités financières. Ceci s'est notamment traduit, a-t-il poursuivi, par « la réalisation de 18 nouvelles découvertes, la mise en service d'importants projets et infrastructures gazières, la signature du contrat de réalisation de la nouvelle raffinerie de

Hassi Messaoud et la signature du contrat FEED du projet pétrochimique pour la production de polypropylène, qui nous permettront de renforcer nos capacités actuelles et continuer à honorer nos engagements, tant sur le marché national qu'international ».

Il a également mis en avant la relance de l'intérêt des partenaires étrangers pour le domaine minier algérien, à travers la concrétisation de plusieurs accords et mémorandums, et le renouvellement des accords gaziers conclus avec nos partenaires italiens et espagnols, en les qualifiant des « signaux positifs ouvrant des perspectives prometteuses ».

Evoquant le bilan de Sonatrach pour l'année 2020, il a expliqué l'écart enregistré dans le chiffre d'affaires des exercices 2019 et 2020 par des « facteurs exogènes », à savoir la baisse des prix des hydrocarbures et l'imposition de la production aux quotas de l'Opep dont l'Algérie est un membre très actif. « Sonatrach a clôturé l'exercice précédent avec un résultat positif, fruit des efforts consentis par l'ensemble de nos collectifs et par l'Entreprise à travers, notamment, la réduction des dépenses d'exploitation et d'investissement », a-t-il analysé.

M. B.

Le président de la CAPC au sujet du Plan de relance économique

Sami Agli : «Les choses avancent uniquement sur le plan proposition»

La CAPC plaide pour l'accélération des réformes bancaires

La bureaucratie est une autre forme de terrorisme qu'il faut absolument pénaliser. C'est un vrai danger pour le pays, estime Sami Agli, président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (Capc), ex-Forum des chefs d'entreprise (FCE). Invité de la rédaction de la Chaîne 3, Sami Agli s'insurge contre les pratiques et réflexes bureaucratiques qui asphyxient les entreprises. « On est en détresse économique, alors que les décisions ne sont pas appliquées. Ce n'est pas normal. Il y a des directions qui n'accusent même pas réception de dépôt de courrier ! », a-t-il expliqué.

Cette crise économique est profonde, a-t-il dit, et en sortir nécessite d'agir tous ensemble, solidairement et à tous les niveaux. « Il nous faut une mobilisation de toutes les bonnes énergies pour pouvoir faire face et se projeter à l'avenir ». Il a jugé anormal qu'on arrive à cette stagnation, à cette inertie. « L'entreprise est la solution à la crise. Mais il faut lui permettre de pouvoir se maintenir et se projeter », a-t-il souligné.

Le président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (Caoc) a appelé à l'accélération des réformes bancaires et monétaires pour accompagner la relance de l'économie du pays. Il a estimé nécessaire de donner la priorité aux réformes bancaires et monétaires afin d'accompagner la relance économique et les entreprises du pays en difficulté, impactées par la crise sanitaire. « Les banques doivent aujourd'hui plus que jamais être présentes et s'adapter à la situation », a-t-il soutenu, estimant que des demandes de rééchelonnement et de financement effectuées par des chefs d'entreprises « n'ont pas été prises en compte auprès de certaines banques ». De plus, le même responsable a souligné l'intérêt de soutenir les entreprises en luttant contre la bureaucratie, notamment au niveau des établissements financiers. « Cette crise est un facteur déclencheur d'une réforme profonde, nous devons être à la hauteur du potentiel du pays avec une administra-

tion à l'écoute des chefs d'entreprise », a-t-il indiqué. Il a noté le niveau important des taux d'intérêt auprès des banques, évoquant la possibilité de multiplier les sources de financement de l'économie nationale. Par ailleurs, M. Agli a rappelé que l'organisation patronale qu'il préside est en passe d'achever un document comportant 62 propositions dans le cadre de l'application du plan national de relance économique. Interrogé à propos de la lutte contre l'informel, le président de la CAPC a estimé que le marché parallèle « déstructure » l'économie du pays, créant une concurrence déloyale. Il a appelé ainsi à des solutions efficaces « dans un intérêt de justice économique et sociale ». Outre les réformes bancaires, M. Agli a plaidé pour la création d'un organe devant centraliser l'information économique afin que les entreprises et les investisseurs puissent bénéficier « de données reflétant la réalité ».

Le plan de relance du Président est « le plan de la dernière chance »

« L'économie algérienne est frappée de plein fouet par la crise économique qui perdure. Tous les voyants sont au rouge. D'où la nécessité de trouver des mesures urgentes de rupture pour sentir le changement de manière opérationnelle et rapide afin de réussir ce plan de relance économique », a suggéré Sami Agli. Il a estimé que le plan de relance économique annoncé par le président de la République, Abdelmadid Tebboune, « est le plan de la dernière chance ». Le pays a hérité d'une situation catastrophique. Pour lui, 2019 et 2020 étaient très compliqués et 2021 le sera davantage. Evoquant les récentes réunions avec différents ministres pour trouver des solutions rapides à cette crise qui perdure, l'invité a affirmé que « les choses avancent uniquement sur le plan proposition ». « On nous a reçus, ils ont écouté nos problèmes, nos revendications et surtout notre avis sur ce qui vit aujourd'hui l'économie et les décisions urgentes à prendre », a-t-il ajouté.

Louisa Ait Ramdane

LA QUESTION DU JOUR

Crise politique ouverte en Tunisie

Suite de la page une

Une sortie qui en elle-même n'a pas constitué une surprise pour ceux qui observent d'assez près la scène politique tunisienne, que d'ailleurs son auteur a pris soin d'enrober dans des considérations de droit, sa spécialité universitaire, touchant quatre désignations des onze en question. Une d'entre elles parce que son bénéficiaire est soupçonné de corruption, et les trois autres parce qu'elles concernent des personnes soupçonnées de conflits d'intérêt. En tant que garant de la Constitution, il n'acceptera pas que ces quatre personnes prêtent serment devant lui. Un passage obligé qui à ses yeux n'est pas un acte de pure forme, mais au contraire un moment de grande signification susceptible d'entraîner des conséquences judiciaires pour ceux de ses prestataires qui ensuite n'en respecteraient pas les termes dans l'exercice de leurs fonctions. Saïed n'a jamais caché son rejet de la Constitution en vigueur depuis 2014, et par là même son désir de la transformer de fond en comble. Déjà son prédécesseur, Béji Caïd Essebbi, s'était plaint de ce qu'elle n'accordait que peu de prérogatives au président de la République, pourtant élu au suffrage universel. Le chef de gouvernement actuel, Hichem Mechichi a été choisi par le président, avant d'obtenir la confiance de l'Assemblée pour lui-même et son équipe. Or il a procédé dernièrement, dans la perspective du dixième anniversaire du changement politique de 2011, à un large remaniement de son gouvernement, et cela sans en référer au président de la République, qui l'avait désigné. La coupe de celui-ci s'en est trouvée pleine du même coup. Elle a débordé comme de juste lundi devant un Conseil de sécurité élargi pour l'occasion à son initiative. Dans un discours d'une demi-heure offensif de bout en bout, Saïed a fait éclater à la surface une crise politique latente depuis son élection en 2019. Il ne sera pas possible de faire comme s'il n'avait pas été prononcé. La crise désormais ouverte n'a plus qu'à développer ses potentialités, à l'intérieur des institutions comme à l'extérieur d'elles.

M. H.

— Olivier Le Cour Grandmaison au sujet du refus de la France de reconnaître ses crimes en Algérie : —

«Une dérobade historiquement et politiquement indigne»

■ Le politologue et universitaire français, Olivier Le Cour Grandmaison, a affirmé que la responsabilité de l'historien Benjamin Stora était «complète» par rapport à la «dérobade historiquement et politiquement indigne» de la France officielle qui exclut toute reconnaissance des crimes de guerre et contre l'humanité commis en Algérie durant la colonisation (1830-1962).

Par Hamid N.

«S

i la France et l'actuel président de la République (Emmanuel Macron) excluent toute reconnaissance des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis au cours des 130 ans de colonisation de l'Algérie, c'est aussi parce que le rapport rendu par le conseiller-historien Benjamin Stora tranche en ce sens», a indiqué M. Le Cour Grandmaison dans un entretien accordé, mardi, à l'APS.

Il réagit à l'attitude de la France officielle qui a exclu toute forme de repentance ou d'excuses suite au rapport sur la colonisation, remis mercredi dernier par Benjamin Stora au Président français.

Pour M. Le Cour Grandmaison, «de ce point de vue, la responsabilité de Stora est complète puisqu'il fournit

ainsi à Emmanuel Macron, comme à tous ceux qui refusent de s'engager dans cette voie indispensable à la manifestation de la justice, de l'égalité et de la vérité, de nombreux arguments pour justifier une fois encore cette dérobade historiquement et politiquement indigne».

«Elle s'inscrit dans la continuité de la politique française en cette matière et le programme commémorial élaboré par Benjamin Stora ne change rien à l'affaire», a-t-il ajouté, relevant «quelques modestes avancées bien faites pour tenter d'occulter la persistance de ce refus et donner du grain à moudre au Président français qui sera bientôt en campagne électorale».

Il a fait observer que «contrairement à de nombreux pays qui ont reconnu les crimes commis au cours de leur histoire coloniale, comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Belgique, notamment, sans oublier les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Canada qui ont, eux aussi, reconnu les torts insignes infligés aux populations autochtones, la France se signale donc par cette pusillanimité inacceptable pour les victimes comme pour leurs descendants, qu'ils soient Algériens ou Français».

Et de poursuivre : «Inacceptable, elle l'est également pour toutes celles et tous ceux qui, en France, se mobilisent depuis des décennies parfois pour faire connaître et reconnaître ces crimes longtemps niés», d'où, a-t-il ajouté, «la permanence de nombreuses discriminations mémorielles et commémorielles qui frappent les héri-



Ph/D. R.

tiers de l'immigration coloniale et post-coloniale, dont l'histoire singulière n'est pas ou peu prise en compte».

Archives classées secret défense ou «duplicité» de la France

Pour cet universitaire, titulaire d'une maîtrise d'histoire et d'un DEA en sciences politiques et de philosophie, «cela vaut pour les manuels scolaires, pour l'enseignement comme pour les initiatives publiques nationales. A preuve, enfin, l'absence de musée consacré à l'histoire

coloniale de l'Hexagone».

S'agissant du volet relatif aux archives classées secret-défense, le politologue français a estimé que sur «ce point capital, puisqu'il y va de la liberté de la recherche et de droits démocratiques majeurs, le Président Macron fait preuve d'une duplicité remarquable».

«D'un côté, il prétend favoriser l'ouverture des archives au plus grand nombre, de l'autre, pour satisfaire la hiérarchie militaire et son électoral le plus conservateur, Macron défend des mesures contraires à la loi du 15 juillet 2008, relative à l'ac-

cès aux archives et aux délais permettant leur communication», a encore déploré M. Le Cour Grandmaison.

En ce sens, il a estimé que «ces mesures rendent impossible, très difficile en tout cas, la communication de certains documents classés secret défense», ce qui explique, a-t-il dit «le recours, devant le Conseil d'Etat, en date du 15 janvier 2021, de plusieurs associations importantes de chercheurs et d'enseignants sans oublier l'Association Josette et Maurice Audin».

H. N.

Ghardaïa

Près de 10 000 arbustes mis en terre à travers la wilaya depuis octobre

Q

uelque 10 000 arbustes ont été mis en terre dans la wilaya de Ghardaïa depuis le lancement en octobre dernier d'une opération de reboisement, a-t-on appris, mardi, auprès de la Conservation des forêts de la wilaya.

Les travaux de reboisement, au titre de la campagne 2020-2021, se poursuivent dans la région pour atteindre, au début du mois de mars, 14 000 plants, soit le programme prévu pour la wilaya, a précisé le conservateur des forêts, Mohamed Salah Lafdhal.

La réalisation de ce programme de plantation forestière concourt à la lutte contre la désertification, la réduction des pertes en sols arables, la conservation de la biodiversité et la restauration des écosystèmes des espèces forestières locales, a-t-il souligné.

Ce programme de reboisement est configuré autour d'un reboisement forestier des établissements scolaires, des centres de formation et des espaces urbains et périur-

bains, avec une priorité aux espèces d'arbustes autochtones.

Cette plantation de différentes espèces forestières et floristiques adaptées au climat aride de la région vise, outre la création de zones d'ombrage pour la population, à réparer la dégradation des espaces forestiers et à développer le patrimoine forestier pour toutes les générations et tranches sociales, selon un modèle de gestion durable, inclusif et générateur de richesse, a expliqué M. Lafdhal. L'opération a été adoptée selon l'approche participative associant tous divers intervenants, notamment la population locale et les associations, en vue de protéger cette richesse locale et préserver la biodiversité.

Parallèlement, et dans le cadre des efforts adoptés par la Conservation des forêts en vue de garantir la pérennisation des arbustes, de nombreuses activités, dont des excursions et des conférences, pour sensi-

liser à l'importance de la protection de l'arbre, ont été organisées afin d'éveiller l'intérêt des écoliers et les encourager à être plus actifs en matière de protection de l'environnement et à faire naître chez la jeune génération une culture de préservation des ressources naturelles et le respect de l'arbre et de l'environnement, a indiqué le même responsable.

Une série d'expositions, se voulant l'expression du rôle décisif de l'arbre dans la préservation des écosystèmes et de la biodiversité, a été également initiée dans divers établissements scolaires afin de sensibiliser les élèves à la culture écologique et environnementale, a-t-il ajouté.

La Conservation des forêts a mis à la disposition des établissements scolaires et autres administrations publiques des plants et espèces forestières, en vue d'encourager et de promouvoir la plantation d'arbres.

Fahim N.

Accidents de la circulation 28 morts et 1 183 blessés en une semaine

VINGT HUIT personnes sont décédées et 1 183 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus à travers le territoire national entre le 17 et le 23 janvier, indique, mardi, un bilan hebdomadaire de la Direction générale de la Protection civile (DGPC).

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sétif avec quatre personnes décédées et 66 autres blessées dans 39 accidents de la route, selon la même source.

Outre les accidents de la route, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour procéder à l'extinction de 637 incendies urbains, industriels et autres, et ont exécuté 4 253 opérations d'assistance aux personnes en danger et opérations diverses.

S'agissant des activités de lutte contre la propagation du Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 353 opérations de sensibilisation à travers les 48 wilayas du pays, portant sur la nécessité du respect du confinement et de la distanciation physique, et 331 opérations de désinfection générale ciblant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

Pour ces deux opérations, 1 430 agents, tous grades confondus, 267 ambulances et 160 engins d'incendie ont été mobilisés.

G. H.

Pêche

Importance de la formation pour réguler l'activité

■ Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi, a mis en avant, depuis Tlemcen, l'importance de la formation et du professionnalisme afin de pouvoir réguler l'activité de pêche.

Par Sara B.

Écoutant les préoccupations des marins-pêcheurs au niveau du port de Honaine, dans le cadre de sa visite dans la wilaya, M. Ferroukhi a mis l'accent sur la nécessité pour eux de s'organiser, en commençant par la formation et le professionnalisme en matière de pêche. Il a également instruit les responsables du secteur de la Pêche de la wilaya d'effectuer un recensement précis permettant de contrôler le nombre réel des marins-pêcheurs actifs. M. Ferroukhi a par ailleurs souligné que son département ministériel «s'employait pour la régulation de l'activité de pêche en impliquant d'autres secteurs, à commencer par l'organisation des ports, fournir des quais d'accostage pour les navires et contrôler les prix des produits de pêche, en vue de mettre fin à la spéculation». Le ministre a, en outre, promis aux marins-pêcheurs de prendre en charge leurs préoccupations consistant en le registre du com-

merce et le changement d'activité d'une pêche amateur à une pêche professionnelle, en sus d'autres préoccupations. D'autre part, M. Ferroukhi s'est enquis de deux projets de construction de deux bateaux de pêche au niveau du port Honaine et supervisé la distribution de cinq actes de concession.

Il a également écouté des exposés sur les ports de la wilaya de Tlemcen et un projet d'atelier de construction et de maintenance navale dans le port de Honaine, ainsi que d'autres projets d'aquaculture, en cours de réalisation par des investisseurs dans le même port, en sus d'une présentation sur les zones d'activités de la pêche et d'aquaculture à travers les trois ports de la wilaya.

Le ministre a en outre supervisé une opération de sensibilisation menée par le comité local chargé du dossier de la sécurité sociale dans le port de Honaine, et visité une exploitation agricole pour l'aquaculture dans la com-



mune de Fellaoucene. A noter que le ministre de la Pêche et des Produits halieutiques, Sid

Ahmed Ferroukhi, a poursuivi hier sa visite dans la wilaya de Tlemcen par l'inspection de

nombreux établissements relevant de son secteur.

S. B.

Corée du Sud

Contraction de 1 % du PIB en 2020

La Corée du Sud a enregistré une contraction de 1 % de son produit intérieur brut (PIB) en 2020, le pire résultat en plus de deux décennies, a annoncé, mardi, sa banque centrale, qui estime cependant que l'économie sud-coréenne sera parmi les moins affectées de l'OCDE par les effets de la pandémie. Ce recul est dû à la faiblesse de la dépense privée et des exportations, explique la Banque de Corée. Il est le plus fort depuis 1998, lorsque le PIB du pays avait chuté de 5,1 % sous l'effet de la crise

financière asiatique. Au quatrième trimestre 2020, la 12^e économie du monde a connu une croissance de 1,1 % par rapport au trimestre précédent. Il s'agissait du deuxième trimestre consécutif de progression du PIB depuis le début de la pandémie.

Les exportations ont augmenté de 5,2 % au quatrième trimestre par rapport aux trois mois précédents, compensant une baisse de la consommation privée due au renforcement des mesures de distanciation sociale destinées à limiter la propagation du virus du

Covid-19.

En novembre, la banque centrale avait estimé que l'économie croîtrait de 3 % en 2021. La Corée du Sud est parvenue, par des tests massifs et le traçage des cas, à juguler en grande partie sur son territoire l'épidémie, qui a tué plus de deux millions de personnes à travers le monde. Les autorités avaient cependant durci les règles de distanciation en fin d'année dernière face à une recrudescence des cas.

Nabila T.

Amélioration de leur accord de libre-échange La Chine et la Nouvelle-Zélande signent un protocole

LA CHINE et la Nouvelle-Zélande ont signé mardi un protocole sur l'amélioration de leur accord de libre-échange (ALE) de douze ans, qui devrait apporter plus de bénéfices aux peuples des deux pays.

Wang Wentao, ministre chinois du Commerce et son homologue néo-zélandais ont signé le protocole par liaison vidéo.

En 2008, la Chine a signé un accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande, le premier ALE entre la Chine et un pays développé.

Sur la base du Partenariat économique régional global, la Chine élargira davantage son ouverture dans des domaines tels que l'aviation, l'éducation, la finance, les soins aux personnes âgées et le transport de passagers vers la Nouvelle-Zélande.

R. E.

Investissements directs étrangers

La Chine a dépassé les Etats-Unis en tant que première destination mondiale

La Chine a dépassé les Etats-Unis en tant que première destination mondiale pour les investissements directs étrangers (IDE) en 2020, montrant l'influence croissante de la Chine sur la scène économique mondiale, a rapporté, lundi, la BBC.

«Les chiffres soulignent le mouvement de la Chine vers le centre de l'économie mondiale qui a longtemps été dominée par les Etats-Unis, la plus grande

économie du monde», ont indiqué des experts cités par la BBC, notant toutefois que les Etats-Unis dominent toujours en ce qui concerne les investissements étrangers totaux. «Alors que l'économie américaine est en difficulté depuis l'épidémie de Covid-19 l'année dernière, l'économie chinoise a pris de la vitesse», a dit la BBC.

La Chine est devenue le plus grand bénéficiaire des IDE au monde en 2020, les flux vers la

Chine ayant augmenté de 4 % à 163 milliards de dollars, montre par ailleurs un rapport publié dimanche par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced).

«Un retour à une croissance positive du produit intérieur brut (PIB) et le programme ciblé de facilitation des investissements du gouvernement (chinois) ont contribué à stabiliser l'investissement après le confinement précoce», indique le rapport, ajoutant

que les investissements directs étrangers aux Etats-Unis ont enregistré une baisse de 49 % en 2020, tombant à environ 134 milliards de dollars.

La Chine a vu son PIB augmenter de 2,3 % en 2020 par rapport à l'année précédente et devrait être la seule grande économie à afficher une croissance au cours de l'année ravagée par la pandémie, selon le Bureau national des statistiques chinois.

Faïd Y.

Russie

La production industrielle en baisse de 2,9 % en 2020

La production industrielle de la Russie a diminué de 2,9 % en 2020, sous l'effet de la crise provoquée par la pandémie de Covid-19, selon les chiffres officiels publiés par l'institut des statistiques Rosstat. Ces résultats sont néanmoins meilleurs que les prévisions du ministère du Développement économique qui, en septembre, avait anticipé une baisse de 4,1 % sur l'année. Selon Rosstat, la production industrielle a bais-

sé en décembre de 0,2 % sur un an. Mais sur un mois, elle a bondi de 10,5 %. C'est le neuvième mois de recul consécutif pour la production industrielle sur un an en Russie, bien que moins profond que les mois précédents (-5,5 % en octobre sur un an après correction). En novembre, elle n'a finalement baissé que de 1,5 % sur un an contre 2,6 % annoncés précédemment d'après les corrections de Rosstat. Sans surprise, la

production de médicaments et de matériel à usage médical est le secteur ayant connu la plus forte hausse en 2020, avec une croissance de 23 %, selon Rosstat. Signe d'une certaine reprise après une période difficile, la production de voitures a elle augmenté de 5,9 % sur un an. La production alimentaire, qui avait bondi lors du confinement national au printemps dernier, n'a pour sa part finalement augmenté que de

3,5 % sur un an. Côté énergie, l'extraction de pétrole (-9,3 %), de gaz combustible (-7 %) et de charbon (-9,4 %) sont en baisse sur un an, selon Rosstat. La production de GNL a augmenté elle de 3,5 % à 30,5 millions de tonnes en 2020, après une hausse spectaculaire de 47,7 % en 2019. Alors que l'économie russe est durement frappée par l'épidémie, la consommation des ménages russes a baissé depuis plusieurs mois et le taux

de chômage s'est établi à 6,3 % en octobre, alors qu'il n'était que de 4,7 % en mars. Cet automne, les autorités russes ont renoncé à un deuxième confinement malgré une nouvelle vague violente de Covid-19, afin de préserver l'économie en pariant sur le succès futur du vaccin Spoutnik-V. Pour l'année 2020, le gouvernement prévoit un repli du produit intérieur brut (PIB) de 3,9 %, la Banque centrale tablant, elle, sur une baisse de 4-5 %. L. O.

Khenchela

Commémoration du 64^e anniversaire de la bataille d'El Ketta Essaouda à Tamza

LA WILAYA de Khenchela a commémoré le 64^e anniversaire de la bataille d'El Ketta Essaouda (Aghrot Aghkalet), qui a eu lieu le 25 janvier 1957 dans la commune de Tamza.

La cérémonie de commémoration, qui s'est déroulée en présence notamment de moudjahidine ayant pris part à cet événement historique, a permis d'évoquer le courage des chouchada tombés au champ d'honneur lors de la bataille d'El Ketta Essaouda, où 240 moudjahidine dirigés par le chahid Belaïd Houha ont affronté l'unité 13-3 de l'armée coloniale française. Après la levée du drapeau national et la lecture de la Fatiha à la mémoire des chouchada de la Révolution de libération sur la place des Martyrs du chef-lieu de la commune de Tamza, les autorités locales, moudjahidine et citoyens, se sont rendus sur le site de la bataille à Ezziriz. Les moudjahidine ont présenté leurs témoignages sur ce haut fait de l'Armée de libération nationale qui avait, au terme d'une journée d'accrochage, éliminé 140 soldats ennemis, récupéré 34 armes de guerre et abattu un hélicoptère militaire. Selon le moudjahid Nouar Menasria, la bataille d'Aghrot Aghkalet a débuté dès les premières lueurs du jour du 25 janvier 1957 et s'est poursuivie jusqu'au coucher du soleil.

Informée de la présence de moudjahidine, l'armée française avait pilonné le site et les maisons des civils avant d'envoyer 500 soldats qui sont entrés en affrontement direct avec les djounoud, s'est remémoré le moudjahid, poursuivant que les soldats français se sont retirés durant la nuit après avoir subi de grosses pertes. De son côté, le directeur de wilaya des moudjahidine, Saïd Cherikhi, a souligné que le but de la commémoration de cet important événement historique dans la région des Aurès Nememcha est de se rappeler l'héroïsme et les sacrifices des chouchada et de transmettre leur message aux jeunes générations. Les autorités locales dirigées par le wali de Khenchela, Ali Bouzidi, ont distingué, à l'occasion, la famille du chahid Belaïd Houha, commandant des moudjahidine durant cette bataille, et plusieurs moudjahidine en vie dont Nouar Menasria et Moussa Djemel ainsi que des veuves et enfants de chouchada.

F. H.

Tamanrasset

Impérative prise en charge des préoccupations urgentes des habitants des zones d'ombre

■ Le conseiller du président de la République chargé des zones d'ombre, Brahim Merad, a mis l'accent, dans la wilaya de Tamanrasset, sur l'impérative prise en charge des préoccupations urgentes des habitants des zones d'ombre de la région.

Par Aymen N.

Répondant à des doléances soulevées par des habitants du village de Taghoughaout (60 km de Tamanrasset), à l'entame d'une visite de travail de trois jours dans la région, M. Merad a appelé à «une prise en charge sérieuse des préoccupations pressantes des populations des zones d'ombre de la wilaya, notamment les questions de désenclavement, de scolarisation, d'approvisionnement en eau potable (AEP) et de fourniture de l'électricité».

«Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, insiste sur la réunion des conditions de vie décente au citoyen algérien où qu'il se trouve, et l'élimination de tous les aspects négatifs», a-t-il souligné.

Les préoccupations soulevées par les habitants du village



précité se sont articulées notamment autour de la réalisation d'une cantine scolaire, le service de repas chauds aux élèves, le transport scolaire, l'AEP avec la réalisation d'un château d'eau, l'électrification agricole, la hausse du programme d'habitat rural, la restauration de l'école primaire, l'éclairage public, l'aménage-

ment des routes et la construction d'une auberge de jeunes. M. Merad a visité dans ce village un stade de proximité doté d'une pelouse synthétique et une salle de soins ayant bénéficié d'une opération de réhabilitation, avant de se rendre aux villages de Ahis et Indelag pour y inspecter des projets de développement.

Le conseiller du président de la République chargé des zones d'ombre poursuivra sa visite de travail dans la wilaya par l'inspection de projets de développement dans les communes de Tazrouk et Idelès, où il s'enquerra aussi des préoccupations de la population locale.

A. N.

El-Oued

650 postes de formation réservés à la femme au foyer

Au moins 650 postes de formation sont réservés dans la wilaya d'El-Oued à la femme au foyer, notamment en milieu rural, au titre de la session de février 2021, a-t-on appris, hier, de la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels (Dfep). Ces offres visent, selon la stratégie du secteur, à donner une opportunité de formation professionnelle à la femme au foyer, notamment celle vivant en zones rurales et enclavées (zones d'ombre).

Ce mode de formation a pour objectif de permettre à cette catégorie de la société d'acquiescer une qualification et un métier dans

des spécialités en lien direct avec ses besoins environnementaux, familial et social, en accédant à l'emploi via la création d'une entreprise familiale en mesure de contribuer à la dynamique de développement économique, a-t-on souligné. Ces offres de formation se répartissent entre plusieurs spécialités pouvant intéresser la femme au foyer et la relier au monde du travail, à l'instar de la couture, la broderie, la coiffure et la pâtisserie. Pour l'exécution de cette stratégie, le secteur a arrêté un programme de formation avec un volume horaire fixé entre 100 et 300 heures, étalées sur le semestre, avec un choix de la

phase de l'après-midi pour la présentation des cours, a fait savoir la source.

Des sections détachées de la formation professionnelle sont aussi ouvertes, en coordination avec les services communaux, notamment les collectivités frontalières, à l'instar de Taleb-Larbi, Douar El-Ma et Benguecha, au regard de la nature rurale et enclavées de ces régions.

Pour la session de février 2021, le secteur a prévu quelque 7 750 places de formation réparties sur 20 filières coiffant 125 spécialités, selon les données de la Dfep d'El-Oued.

Hamida H.

Dangers de la mauvaise utilisation d'internet

La Gendarmerie nationale sensibilise des scolarisés à Constantine

Une campagne de sensibilisation sur les dangers de la mauvaise utilisation d'internet a été organisée par le groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Constantine au profit des scolarisés des trois paliers de l'éducation, apprend-on auprès de la cellule de communication de ce corps constitué. Organisée en prévision des vacances scolaires, cette opération de sensibilisation, entamée à partir de l'école primaire Malek-Bennabi de la commune de Didouche

Mourad (15 km au nord du chef-lieu), ciblera les établissements scolaires de l'ensemble des communes de la wilaya en vue de prévenir les élèves aux dangers de la mauvaise utilisation d'internet, notamment les réseaux sociaux, a indiqué le responsable de communication de ce corps sécuritaire, le lieutenant Nedjouda Bekiri. Elle a également ajouté que cette action permettra de sensibiliser les familles à travers leurs enfants quant à l'importance de maintenir élevé le niveau de vigilance s'agissant

de la lutte contre le coronavirus en réduisant notamment les déplacements pendant la période des vacances scolaires.

Un cours sur les avantages et les inconvénients des moyens modernes de télécommunication a été dispensé aux élèves par les éléments de la Gendarmerie nationale qui ont également distribué des dépliants relatifs aux conduites à tenir durant la période des vacances scolaires pour se protéger du Covid-19, a-t-elle ajouté. Par ailleurs, cette campagne de sensibilisation a

constitué une occasion pour les organisateurs de cet événement pour rappeler aux élèves les mesures préventives et instructions de sécurité routière.

La responsable de communication du commandement de la Gendarmerie nationale de Constantine a noté que le numéro vert 1055 ainsi que le site ppgn.mdn.dz demeurent à la disposition de tous les citoyens pour signaler toute urgence pouvant affecter leur sécurité ou celle de leurs enfants.

Amei O.

Tindouf

Mise à jour des listes des bénéficiaires de l'allocation forfaitaire de solidarité

L'opération de mise à jour des listes des bénéficiaires de l'allocation forfaitaire de solidarité dans la commune de Tindouf a touché jusqu'ici plus de 930 dossiers, a-t-on appris, lundi, des responsables de cette collectivité locale.

L'opération d'assainissement et d'actualisation des dossiers, qui se poursuit avec l'entrée en vigueur des nouveaux critères d'octroi de cette allocation, a donné lieu à l'affichage, en début de semaine, des conditions de renouvellement et de dépôt des dossiers en pré-

sion de l'établissement des listes de bénéficiaires des colis de solidarité «Spécial Ramadhan» pour verser l'indemnité en temps opportun, a indiqué le chef de service des affaires sociales à la commune de Tindouf, Mustapha Bousbiat. Près de 400 dossiers de

malades chroniques ayant été avisés par la commission de wilaya ad hoc sont gelés depuis quatre années pour inconstance de l'enveloppe financière consacrée à cette opération, a également fait savoir le même responsable. La réunion de coordination tenue der-

nièrement en présence des parties concernées a donné lieu à l'examen des contraintes rencontrées en termes de prise en charge des bénéficiaires de cette allocation en vue de leur trouver les solutions appropriées.

R. S.

Galerie d'art «Ifru Design»

L'artiste Belkheiri Elbahi expose ses œuvres

■ L'ouverture des établissements culturels après de longs mois de fermeture en raison de la pandémie de Covid-19 a donné un nouveau souffle aux responsables des galeries d'art qui œuvrent à organiser des expositions de haut niveau.

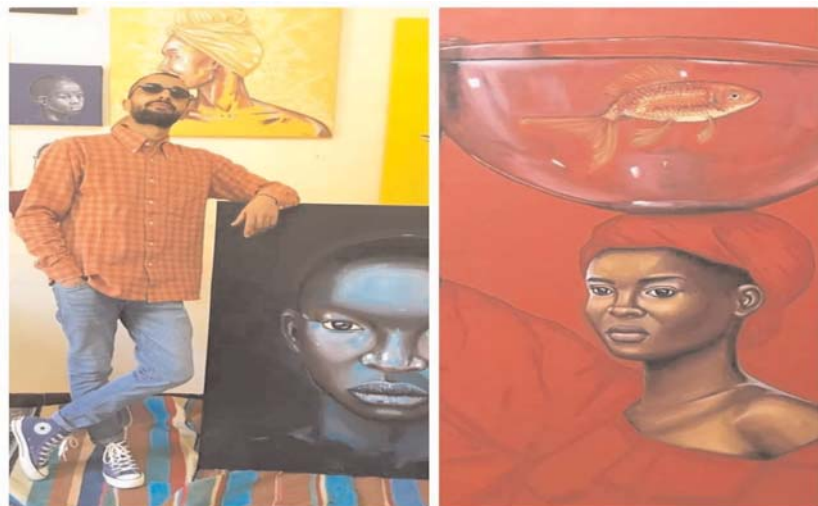
Par Abia Selles

Parmi ces établissements, il y a la galerie d'art «Ifru Design», sise au boulevard Krim Belkacem à Alger, qui propose une exposition pleine de vie, de couleurs et de messages humanistes. Signé Belkheiri Elbahi, cet événement qui sera inauguré demain se poursuit jusqu'au dix du mois de février. Cette exposition, intitulée «El Bahi au cœur de l'Afrique», se veut une manière de rendre hommage au continent africain et à sa richesse culturelle. A travers des portraits de différents formats, cet artiste peintre utilise les couleurs du continent africain pour mettre la lumière sur des détails qui peuvent souvent nous échapper. C'est avec «une âme innovante, créative qui s'inspire de son vécu, de celui de ses semblables pour en faire une œuvre qui parle aux personnes sensibles à la beauté et à l'originalité» que l'artiste a réalisé les œuvres qui seront accessibles à partir de demain au grand public.

A travers cette exposition, le public aura «la chance de découvrir une de ces rares per-

sonnes au pinceau coloré, à la main délicate et à l'esprit africain. Des tableaux inspirants, faisant parler la terre natale, la terre africaine. Des visages qui ont une histoire à conter et à raconter, des regards qui en disent long sur leurs vécus», peut-on lire dans une présentation publiée sur la page Facebook de la galerie.

Il est à noter que Belkheiri Elbahi est un artiste peintre de la wilaya de Djelfa. Né le 3 octobre 1994, ce jeune artiste a réussi à se faire une bonne réputation de par son talent et sa créativité. Il a découvert son talent pour la première fois au lycée, après avoir participé à un atelier de dessin. Depuis, un amour particulier est né en lui et il a décidé de développer sa passion par la formation et la recherche. L'univers de l'art lui a paru très vaste et fascinant, ce qui l'a amené à toucher à plusieurs disciplines artistiques. Cependant, sa passion



pour la sculpture et la calligraphie était énorme. D'ailleurs, ces dernières sont présentes dans

toutes ses œuvres. Jeune, Belkheiri Elbahi a réussi à avoir sa propre touche, en mélan-

geant des techniques différentes.

A. S.

Oran

Création d'un prix littéraire au nom de «Oum Sihem»

Le club littéraire «Athar El-Abirine» d'Oran vient de créer «le prix littéraire d'Oum Sihem» en hommage à la poétesse défunte et à ses œuvres qui ont eu un impact sur le champ culturel de la capitale de l'ouest du pays, a-t-on appris, lundi, des initiateurs de ce prix.

Ce club littéraire a décidé de créer un prix national annuel intitulé «prix littéraire d'Oum Sihem» à la mémoire de la poétesse Bilal Amaria, décédée le 19 janvier de l'année en cours, en hommage à ses créations dans la poésie et à sa présence intensive dans les différentes soirées poétiques et les rencontres organisées sur les plans local et national, a indiqué à l'APS le président du club, relevant de l'association locale «Wahiou

mouhaqafine» (l'inspiration des intellectuels). Le prix, qui sera lancé cette année, sera annoncé lors de la cérémonie de remise des prix aux lauréats du concours national «Ecrits au temps du confinement», prévue mercredi prochain à la salle du Musée national public d'art moderne et contemporain d'Oran et organisée par le club en question, avec la participation de l'association «Wahiou mouhaqafine» et la direction de la culture et des arts de la wilaya d'Oran, a déclaré le romancier Cherif Rouane.

A cette occasion, les trois premiers lauréats de la catégorie «nouvelle», en l'occurrence Rajaâ Mohamed, Mrah Rachid d'Oran et Bendahou Nabil de Tiemcen, ainsi que les trois premiers lauréats dans la catégorie

«pensée», à savoir Keddad Mohamed, Rassani Mohamed d'Oran et Samia Beahmed de Batna, seront récompensés, en plus des lauréats de la catégorie «poésie», notamment Fatima-Zohra Gharbi, Sohaïb Djauadi d'Oran et Haïfaoui Mohamed de Mascara, selon la même source.

Ce concours virtuel, qui a eu lieu jusqu'au mois d'octobre dernier, a vu la participation de 72 candidats de différentes wilayas du pays, en plus de 8 innovateurs de Tunisie, du Maroc, d'Egypte et d'Irak, qui ont participé hors concours et ont été récompensés par des certificats de participation qui leur ont été envoyés par courrier électronique, a-t-on ajouté.

F. H.

Le prix Louis-Delluc 2020 «Adolescentes», de Sébastien Lifshitz, lauréat

Le documentaire «Adolescentes», du cinéaste Sébastien Lifshitz, qui suit deux jeunes filles de l'âge de 13 ans jusqu'à leur majorité, a remporté le prix Louis-Delluc 2020, prix considéré comme «le Goncourt du cinéma», a annoncé son président, Gilles Jacob.

Sorti au début du mois de septembre, «Adolescentes» est une chronique de jeunesse qui suit pendant cinq ans le quotidien d'Emma et Anais, deux amies de collège puis de lycée à Brive-la-Gaillarde.

«Ce tournage a duré plusieurs années, a expliqué Sébastien Lifshitz auprès de l'AFP, c'est un bout de ma vie, une aventure humaine», jugeant ce prix «très honorifique» pour un documentaire «placé ainsi au même titre qu'une fiction dans le Panthéon du cinéma».

Le film «est une merveille de justesse et de sensibilité par un des plus grands documentaristes contemporains», a souligné Gilles Jacob, rappelant que plusieurs documentaires avaient déjà été récompensés depuis la création du prix en 1937.

R. I.

Projet «Tamhid» Une démarche pour protéger le patrimoine national

Le projet «Tamhid», dans la commune de Djemila, a été retenu pour bénéficier d'un financement dans le cadre du programme de renforcement des capacités des acteurs du développement local (CapDel) au terme du second appel à proposition de projets associatifs de développement local dans les 10 communes pilotes choisies à travers le pays, a indiqué, lundi, le chef du projet, Mohamed Toufik Selami.

Le projet «Tamhid», dont la concrétisation débutera «prochainement» s'articule autour de la valorisation de l'économie locale, notamment les activités artisanales attachées au patrimoine de la région de Djemila, par la diversification du produit artisanal et la création d'emplois

pour jeunes des deux sexes, a précisé M. Selami.

Chapeauté par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et la délégation de l'UE en Algérie, le programme CapDel est engagé dans 10 communes du pays, dont Djemila.

Selon Djamel Attia, président de l'Association des amis de Djemila, promotrice du projet, cette initiative, la première du genre dans cette commune, porte sur l'introduction de nouvelles techniques de moulage 3D dans le but de diversifier et de renforcer la qualité du produit artisanal proposé aux touristes.

Il s'agira également de réintro-

duire la fabrication de la mosaïque qui représente une activité artisanale ancestrale éteinte dans la région depuis 1 500 ans dont les vestiges, encore conservés dans les musées de Djemila et de Sétif, serviront de modèles à reproduire avec une qualité répondant aux normes mondiales, a assuré M. Attia. Il sera procédé, dans le cadre de ce projet, à l'ouverture d'ateliers de formation des artisans en moulage artistique et en mosaïque pour bénéficier, à l'avenir, d'espaces de travail et d'un point de vente pour les artisans, selon la même source qui a ajouté que des stages de formation au scan optique, à l'impression 3D, au moulage artistique et à la production de mosaïque sont aussi prévus au

côté de courtes sessions d'initiation aux techniques de vente et de présentation des produits.

Djamel Attia a appelé à la conjugaison des efforts de tous les partenaires, dont les acteurs de la société civile et les autorités locales, pour assurer le succès du projet qui contribuera à renforcer les capacités des acteurs locaux et mettre en œuvre la planification et la gestion participative au service du développement local. Ce projet a été lancé dans les dix communes pilotes d'El Khroub (Constantine), Babar (Khenchela), Djemila (Sétif), Messâad (Djelfa), Ghazaouet (Tiemcen), Djanet (Illizi), Timimoun (Adrar), Béni Maouch (Béjaïa), Tiggirt (Tizi Ouzou) et Ouled Ben Abdeldkader (Chlef).

M.K.



Forum de Davos

La Chine met en garde contre une «nouvelle guerre froide»

■ Le Président chinois, Xi Jinping, a mis en garde, lundi, contre une «nouvelle guerre froide» et s'est posé en champion du multilatéralisme, à l'ouverture du Forum économique mondial, qui abandonne cette année les neiges de Davos au profit d'un format complètement virtuel.

Par Mourad M.

Sans jamais nommer les Etats-Unis, M. Xi – dont le pays est la seule grande économie à avoir connu la croissance en 2020 – s'est érigé en défenseur du multilatéralisme, comme il l'avait déjà fait face au même forum il y a quatre ans, juste avant l'arrivée au pouvoir de Donald Trump.

Son successeur tout juste désigné, le démocrate Joe Biden, ne participe pas à ce rendez-vous annuel de l'élite politique et économique mondiale, se tenant habituellement dans la station de ski suisse de Davos.

«Bâtir des clans ou déclencher une nouvelle guerre froide,

rejeter, menacer ou intimider les autres (...), le bouleversement des chaînes d'approvisionnement ou des sanctions afin de provoquer l'isolement ne fera que pousser le monde dans la division et même la confrontation», a averti Xi Jinping.

Et ce, alors que l'administration Biden est attendue au tournant sur sa politique face à la montée en puissance économique et technologique de la Chine.

Donald Trump avait opté pour la confrontation ouverte et les attaques verbales – sans résultats tangibles sur l'énorme déficit commercial américain avec la Chine.

Si son successeur s'emploie à défaire une après une les

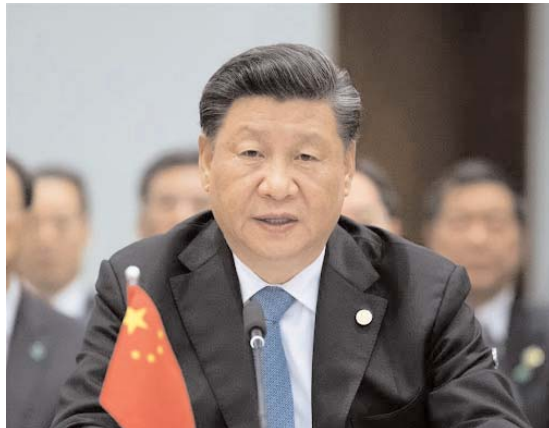
mesures controversées de l'ère Trump, Joe Biden a néanmoins signalé que les Etats-Unis resteraient très attentifs à leurs intérêts.

Il va signer un décret lundi pour inciter le gouvernement fédéral à acheter davantage de biens et services auprès d'entreprises américaines, au risque de crispier certains partenaires commerciaux. De leur côté, les Européens avancent leurs pions. Le ministre allemand de l'Economie, Peter Altmaier, a défendu lundi, lors d'une table-ronde, l'accord de principe controversé conclu fin décembre entre l'Union européenne et la Chine afin d'ouvrir le gigantesque marché chinois aux entreprises européennes, et vice versa.

Cet accord ne fait que «répliquer de nombreuses dispositions que les Etats-Unis avaient déjà avec la Chine», a-t-il fait valoir. Le patron de Volkswagen, Herbert Diess, a rappelé que la Chine, où le constructeur possède de plusieurs usines, représentait une «immense opportunité» pour les entreprises européennes.

Pourtant, l'accord est critiqué par des députés européens et des ONG qui estiment qu'il devrait être subordonné à la ratification par Pékin des conventions internationales interdisant le travail forcé.

Réagissant au discours du Président chinois, Kenneth Roth, le directeur de l'ONG Human Rights Watch, a jeté un froid en estimant sur Twitter que Xi Jinping «promeut la coopération internationale sur le Covid-



19 pour autant qu'elle n'implique pas qu'une enquête soit menée sur le fait que la transmission interhumaine du virus a été cachée pendant trois semaines, ce qui a conduit à sa dissémination à toute la planète».

Lors de l'édition 2020 du World Economic Forum (WEF), l'apparition en Chine d'une mystérieuse pneumonie ne suscitait encore qu'une vague inquiétude.

Un an plus tard, le monde est toujours aux prises avec une pandémie qui a déjà tué plus de 2 millions de personnes, et fait perdre 225 millions d'emplois selon l'Organisation internationale du travail – ce alors que les grandes fortunes mondiales n'y ont pas laissé une plume, a dénoncé l'ONG Oxfam.

L'optimisme qui a prévalu en novembre, quand les vaccins sont devenus réalité, n'est plus de mise, avec l'imposition de nouvelles restrictions, la progression de variants du corona-

virus et des retards qui s'accroissent dans la livraison des précieux flacons.

Pourtant, la présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, a assuré que 2021 serait «l'année de la reprise». Certes, elle sera sans doute «un peu retardée, mais elle ne devrait pas dérailler».

Parmi les autres sujets abordés lors de cette première journée, la taxation des géants du numérique, priorité affichée de la France, qui a déjà mis en place une «taxe Gafa» à son échelle – provoquant une crise diplomatique avec les Etats-Unis.

Le ministre français de l'Economie, Bruno Le Maire, s'est félicité du ton plus conciliant de la nouvelle administration Biden sur le sujet global de la taxation des entreprises, en espérant la conclusion d'un accord «d'ici la fin du printemps 2021» dans le cadre de l'Ocde.

M. M.



Commentaire

Adhésion

Par Fouzia Mahmoudi

Ces deux dernières années les relations entre la Turquie et l'Union européenne ont été pour le moins tendues. Mais cela fait déjà plusieurs années qu'Ankara multipliait les insultes et les provocations à l'endroit de plusieurs pays européens, qui eux, pour la plupart, préféraient garder leur sang-froid. Mais depuis deux ans, le président turc Recep Tayyip Erdogan a visiblement dépassé les limites de l'entendement et a provoqué quelques réponses sèches de la part de Bruxelles. Mais c'est surtout la rivalité d'Ankara avec la Grèce sur des territoires maritimes en mer Méditerranée qui a poussé la France notamment à se montrer ferme et à même faire appel à son armée pour dissuader les Turcs d'empiéter sur les zones maritimes grecques. Mais peut-être que réalisant être allées trop loin, les autorités turques se montrent aujourd'hui bien plus conciliantes. Mevlut Cavusoglu, qui réalise des prises de contacts à Bruxelles, s'est rendu à la Commission européenne après son entretien avec Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne (UE) pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Ici, le chef de la diplomatie turque Cavusoglu s'est entretenu avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ainsi qu'avec son adjoint Margaritis Schinas, la commissaire chargée des affaires intérieures, Ylva Johansson et le commissaire chargé du voisinage et de l'élargissement, Oliver Varhelyi. Au terme de l'entretien, Cavusoglu a posté un message sur les réseaux sociaux. «Le processus d'adhésion doit être relancé», a-t-il affirmé dans son message. «L'Union douanière doit être mise à jour et la libéralisation des visas doit être mise en vigueur. Nous devons renforcer la coopération dans la lutte contre l'immigration irrégulière et le terrorisme. Nous devons lutter contre la montée du racisme, de la discrimination et de l'islamophobie en Europe», a-t-il ajouté. «Nous voulons ouvrir une nouvelle page avec l'UE. Il est nécessaire de mettre à jour l'accord du 18 mars 2016 avec tous ces éléments. Nous devons travailler ensemble pour un programme positif. Nous avons discuté des préparatifs concernant la visite des présidents du Conseil de l'UE et de la Commission européenne», avait précisé Cavusoglu dans un partage sur sa rencontre avec Borrell. «Le dialogue est nécessaire, mais nous attendons aussi des actes concrets et crédibles sur le terrain», a déclaré de son côté von der Leyen dans un tweet. «Il est temps de prendre des mesures positives», a affirmé Margaritis Schinas dans une déclaration faite sur Twitter à l'issue de la réunion. «L'UE a des intérêts stratégiques reposant sur des valeurs et des principes et sur la coopération et les avantages mutuels, dans le développement des relations avec la Turquie. La rencontre entre Josep Borrell et Mevlut Cavusoglu a permis un échange de vues sincère, ouvert et profond, pour avancer dans cette direction», note, par ailleurs, une déclaration faite par le cabinet de Borrell. Mais il n'est pas certain que les déclarations conciliantes des dirigeants des instances européennes coïncident avec les volontés des dirigeants européens et surtout de leurs peuples qui ont toujours été une majorité à rejeter l'adhésion de la Turquie à l'UE. Peut-être que dans quelques années, après l'avènement d'un après-Erdogan et le retour d'une Turquie libre et démocratique, ce dossier pourrait sérieusement être reconsidéré.

F. M.

États-Unis

L'acte d'accusation de Trump déposé au Capitole

Les démocrates ont transmis lundi soir au Sénat américain l'acte d'accusation de Donald Trump, marquant l'ouverture officielle de son procès historique en destitution pour «incitation à l'insurrection» dans les violences meurtrières perpétrées par ses partisans sous ce même dôme du Capitole, le 6 janvier.

Dès cette semaine, le Sénat convoquera officiellement l'ex-président américain pour ce procès, qui ne démarrera toutefois que le 9 février.

Les sénateurs prêteront serment ce même jour pour devenir jurés dans cette procédure doublement historique : Donald Trump est le premier président des Etats-Unis à tomber deux fois sous le coup d'un «impeachment». Et sera le premier à être jugé après avoir quitté la Maison-Blanche.

Dans un silence solennel, les neuf «procureurs», élus dési-

gnés par la présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, ont traversé lundi soir les longs couloirs ornés de statues et tableaux pris d'assaut par des manifestants pro-Trump il y a moins de trois semaines.

Puis leur chef, Jamie Raskin, a lu l'acte d'accusation pour «incitation à l'insurrection» dans l'hémicycle du Sénat, ses mots résonnant avec d'autant plus de force que tous ici, élus de la Chambre et sénateurs, ont été témoins, et victimes, des violences.

«Donald John Trump a incité à la violence et gravement mis en danger la sécurité des Etats-Unis et de ses institutions», a déclaré l'élu démocrate, en citant notamment ses «fausses déclarations» durant la victoire de son rival Joe Biden lors de la présidentielle de novembre.

Le milliardaire républicain est accusé d'avoir incité ses parti-

sans à se lancer à l'assaut du siège du Congrès pendant que les parlementaires certifiaient la victoire du démocrate.

«Vous ne reprendrez jamais notre pays en étant faibles. Vous devez montrer de la force et vous devez être forts», avait-il lancé aux manifestants peu avant l'attaque du Capitole, qui a fait cinq morts.

Une semaine jour pour jour après l'assaut, la Chambre des représentants avait voté sa mise en accusation, ou «impeachment», le 13 janvier.

Ces violences ont bouleversé l'Amérique, et poussé plusieurs grands noms républicains à dénoncer le comportement du tempétueux milliardaire.

Mais une condamnation au Sénat apparaît à ce stade improbable, le magnat de l'immobilier, toujours très populaire auprès de ses électeurs, comptant encore sur des soutiens-clés à la Chambre haute.



Ligue nationale de football féminin

Kashi réélu pour un deuxième mandat

DJAMEL Kashi a été réélu lundi pour un deuxième mandat à la tête de la Ligue nationale de football féminin (LNFF), lors de l'Assemblée générale élective (AGE) tenue au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger). Kashi a obtenu 23 voix, contre un «non», alors qu'un bulletin a été déclaré nul. Kashi avait été élu une

première fois lors de l'Assemblée générale constitutive, tenue en juin 2013, alors qu'il était seul candidat au poste. La LNFF a été créée avec pour missions la gestion et l'organisation des championnats nationaux de football féminin, ainsi que le développement de la discipline à travers le territoire national.

Sanctions de la LFP

Ibouzidene (WAT) suspendu quatre matchs dont deux avec sursis

LE BUTEUR du WA Tlemcen, Ibouzidene Djamel, exclu pour «comportement antisportif envers officiel» lors de la victoire en déplacement contre l'USM Bel-Abbès (3-2), vendredi en championnat, a été sanctionné de quatre matchs de suspension dont deux avec sursis, a indiqué, lundi, la Ligue de football professionnel (LFP). Ibouzidene devra en outre payer une amende de

40 000 DA. D'autre part, les joueurs Balegh Abou Sofiane (RC Relizane), Bahraoui Houssein (JSM Skikda), Meharki Houssam (ASO Chlef) et Bensaha Billel (MC Alger) ont écopé chacun d'un match de suspension pour contestation de décision ou exclusion pour cumul de cartons. Ils devront également s'acquitter d'une amende de 30 000 DA chacun.

Fédération algérienne de volley-ball

Lemouchi candidat à sa succession

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de volley-ball (FAVB), Mustapha Lemouchi, a annoncé lundi sa décision de briguer un nouveau mandat à la tête de l'instance fédérale, dont les élections se dérouleront le 3 avril prochain. «J'ai décidé de briguer un nouveau mandat, pour continuer le travail déjà entamé depuis mon élection à la tête de la FAVB. C'est vrai que je suis à mon deuxième mandat, mais j'avais rencontré quelques difficultés lors de mon premier passage qui avaient porté un sérieux coup à la réalisation de mon programme», a indiqué Lemouchi. Mustapha Lemouchi avait été élu une première fois pour le mandat 2009-2012, avant d'être réélu pour un deuxième mandat (2017-2020).

L'Assemblée générale ordinaire (AGO) se déroulera, quant à elle, le samedi 20 mars, et sera suivie par l'ouverture des candidatures, a souligné Mustapha

Lemouchi. Concernant le staff technique de la sélection nationale masculine, Lemouchi a indiqué que sa priorité ira à l'actuel sélectionneur Krime Bernaoui, arrivé en novembre 2019 en remplacement du Cubain Diago Izquierdo Raul, mais qui aurait affiché son désir de quitter le navire pour rejoindre le GS Pétroliers. «Par souci de stabilité, ma priorité ira à Krime Bernaoui.

J'ai déjà discuté avec lui, mais tout se décidera à l'issue de l'Assemblée générale élective. Je préfère le relancer une fois réélu à la tête de la FAVB, si je le suis. Aucune échéance ne se profile encore à l'horizon pour l'équipe nationale, donc rien ne presse», a-t-il conclu.

La sélection algérienne masculine, après plusieurs mois d'inactivité, a bouclé vendredi son premier stage, consacré essentiellement à l'aspect physique, au Centre national de regroupement et de préparation à Souidania (Alger).

Cyclisme

La sélection nationale en stage du 3 au 24 février en Turquie

LA SÉLECTION algérienne (seniors/messieurs) de cyclisme effectuera un stage bloqué du 3 au 24 février en Turquie, pour continuer à préparer les importantes échéances internationales à venir, dont les Championnats d'Afrique sur route et la Coupe d'Afrique des nations, a-t-on appris, lundi, auprès de la Fédération (FAC). Dix coureurs composent cette sélection : Oussama Cheblaoui, Nassim Saïdi, Azeddine Lagab, Ayoub Sahiri, Hamza Yacine, Aymen Merdj, Mohamed Amine N'Hari, Abderrauof Bengayou, Hamza Mansouri et Youcef Reguigui, sous la direction du coach Hamza Hakim. Outre le

travail physique, les athlètes profiteront de leur présence en Turquie pour disputer quatre importantes compétitions, qui s'inscrivent dans leur programme de préparation. Ils commenteront par prendre part au Grand Prix d'Alanya (le 6 février), puis le Grand Prix de Gazipasa (le 7), le Grand Prix de Manavgat (le 20) avant de conclure par le Grand Prix d'Alanya (le 21). Outre les Championnats d'Afrique (en mars), le Tour d'Algérie (en juin) et la Coupe d'Afrique des nations (en septembre), certains internationaux algériens, dont Azeddine Lagab, prépareront les Jeux olympiques de Tokyo.

EN de handball

Alain Portes veut assurer une relève durable à la petite balle algérienne

■ Le sélectionneur national de handball, le Français Alain Portes, a souligné, lors d'une intervention à la Télévision nationale, qu'il «tâchera de construire et structurer une relève durable pour le handball algérien».



Le technicien français s'engage à relancer le handball algérien

Par Mahfoud M.

Il a affiché sa volonté de poursuivre l'aventure avec le Sept national avec lequel il a disputé ce mondial égyptien, et au cours duquel il a décroché une qualification au tour principal (2^e tour). «Quand je prends une équipe en mains, mon idée est de construire et structurer un projet sportif. Pour l'instant, je me sens bien avec ce groupe et je compte poursuivre l'aventure avec l'Algérie», a déclaré le technicien français à Canal Algérie.

«Cela va être dur de rattraper les années de sommeil du handball algérien, mais nous allons faire le maximum pour détecter des jeunes joueurs qui assureront une relève durable pour le hand algérien», a-t-il ajouté. A rappeler que le Sept national

avait bouclé dimanche sa participation au Mondial 2021, avec un bilan de cinq défaites, respectivement face à l'Islande (24-39), le Portugal (19-26), la France (26-29), la Norvège (23-36) et la Suisse (24-27), contre une seule victoire devant le Maroc (24-23). Commentant les prestations de son équipe en terre égyptienne, Portes a estimé que ses joueurs ont été «pris de panique» lors du premier match face au Maroc, notamment à cause du «manque de compétition» causé par la pandémie de coronavirus (Covid-19). «Heureusement, nous avons réussi à inverser la tendance en deuxième période pour arracher la victoire, qui nous a permis de passer au tour principal», a-t-il dit. «Je pense que le match face à la France est notre match référence au Mondial. C'était un grand

moment, les joueurs étaient réceptifs, en appliquant les consignes sur le terrain», a-t-il ajouté. A la tête de la barre technique nationale depuis un an et demi, Alain Portes a réussi à hisser l'Algérie sur la troisième marche du podium de la CAN-2020, disputée en Tunisie, permettant aux Verts de renouer avec le Mondial après avoir raté les deux éditions 2017 et 2019. Portes, qui a eu déjà à diriger la sélection tunisienne, est connu pour être un entraîneur exigeant et qui réussit généralement ce qu'il entreprend et d'aucuns pensent que l'Algérie gagnerait beaucoup à le laisser travailler, tout en lui donnant les moyens qu'il faut pour bâtir une grande sélection, en multipliant les stages pour préparer les prochains rendez-vous qui attendent les Verts. M. M.

MC Alger

Le contrat d'El-Moueden résilié à l'amiable

LE MC ALGER a annoncé lundi avoir trouvé un accord avec le milieu offensif Abdallah El-Moueden, pour une résiliation du contrat à l'amiable, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 de football dans un communiqué. «La direction remercie le joueur pour tous les efforts consentis pendant la période passée au sein de l'équipe, ainsi que pour son comportement exemplaire», a indiqué le «Doyen» sur sa page officielle Facebook. Rarement

utilisé depuis le début de la saison, El-Moueden (26 ans) compte deux passages au MCA, le premier à titre de prêt en provenance du Paradou AC en 2017, avant de revenir en 2019 du MC Oran, pour un contrat qui courrait jusqu'en juin 2021. La résiliation du contrat du natif d'Oran intervient le premier jour de la période du mercato d'hiver exceptionnel, fixé du 25 au 31 janvier, pour les vingt clubs professionnels de la Ligue 1. Sont concernés par

cette mesure, les joueurs algériens évoluant dans les championnats étrangers et les joueurs étrangers, selon la réglementation en vigueur concernant le nombre de joueurs étrangers par club.

Au terme de la 9^e journée, le MCA occupe la deuxième place au classement avec 18 points, à quatre longueurs du leader l'ES Sétif, mais avec un match en moins à disputer en déplacement le 3 février prochain à Béchar face à la JS Saoura.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

Contestation sociale à Béjaïa

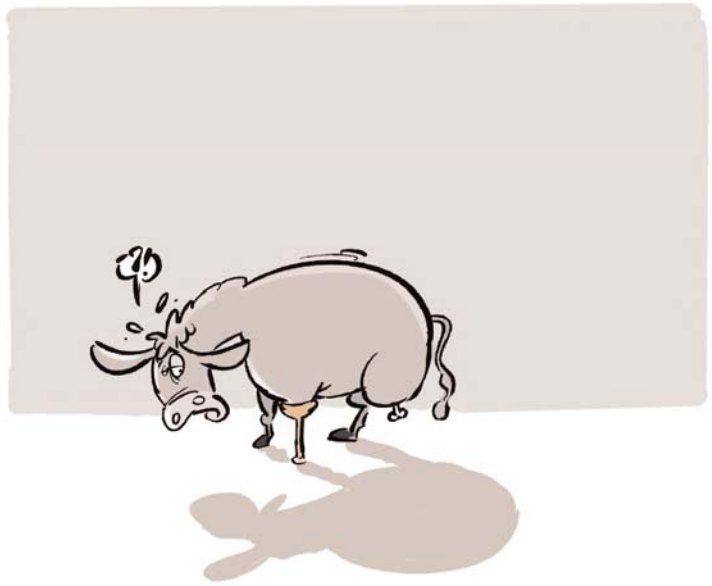
Grande mobilisation des travailleurs

DES MILLIERS de travailleurs sont descendus hier dans les rues de Béjaïa pour défendre leur avenir, crier leur ras-le-bol, leur désarroi et dire non à la politique de la terre brûlée menée par certains responsables. C'est ainsi que l'Union de wilaya (Ugta), le Snapap, le Satef, ont mobilisé avant-hier leurs troupes dans deux actions distinctes : celle de l'Union de wilaya depuis le siège de l'Entreprise portuaire de Béjaïa (EPB), soutenue par le PST, et celle de la Fédération des travaux publics (Snapap/Cgata) entamée à partir de la maison de la culture. Ces deux actions de mobilisation ont été précédées par des rassemblements et ont drainé beaucoup de monde. L'Union de wilaya (Ugta), dont l'action a été soutenue par le PST, a observé avec ses troupes venues de plusieurs secteurs et plusieurs communes de la wilaya, un rassemblement devant l'EPB, interpellant les pouvoirs publics «à se pencher sérieusement sur la situation socio-économique qui prévaut au niveau de la wilaya et qui s'aggrave davantage, devenant très inquiétante» et dénonçant «le plan machiavélique de déstructuration du tissu industriel de la wilaya qui est mis en branle». Les protestataires ont exigé «la réintégration des travailleurs de Numilog licenciés abusivement, la levée des poursuites judiciaires intentées à l'encontre des travailleurs de différents secteurs dont ceux de l'EPB, la prise en charge effective des entreprises publiques en difficulté et menacées de fermeture telles qu'APMC-Divindus, Alcovel, Alfiditex, Sintex Kherrata, SeS Tiab, GESI-TP, Alrec, Capref, le paiement des arriérés de salaires des travailleurs, le respect du droit syndical, entre autres». Ils ont également rejeté «les tentatives de privatisation du secteur public et des entreprises stratégiques dont l'EPB, ETUB, et GESL-TP» et dénonçant «le licenciement des travailleurs (Numilog), les atteintes aux libertés syndicales et au droit de grève». Ils exigent un plan spécial pour sauver les entreprises de la wilaya. Le secrétaire de wilaya de l'Union de wilaya (Ugta), Aziz Hamlaoui, a pris la parole pour faire remarquer que «17 entreprises vivent dans la misère à Béjaïa, les corps communs perçoivent moins du SNMG, le dinar algérien est dévalué et n'a pas de valeur et les travailleurs ne peuvent pas vivre avec un salaire de 20 000,00 DA mensuellement même avec un salaire de 100 000,00 DA». «D'autres sont licenciés ou menacés de licenciement et se retrouvent sans emploi à cause des difficultés financières de leurs entreprises», a-t-il poursuivi. Selon lui, «l'unité des tra-

vailleurs est inéluctable et leur lutte va aboutir à la prise en charge de leurs revendications et leurs droits». Il a salué, l'action du Snapap, sans le citer, l'appelant à «une lutte commune». Il a averti sur les conséquences socio-économiques qui peuvent découler de ce qu'il appelle «le plan machiavélique mené contre la wilaya, visant à se débarrasser peu à peu du secteur public en injectant des entreprises soustraitantes». Prenant la parole, Rabah Gabis est revenu sur le conflit qui les oppose à la direction, dénonçant les pressions dont ils font l'objet et a fait observer que «les portes du dialogue sont fermées par leur administration qui ne veut pas reconnaître le partenaire social». Pour lui, «l'un des fleurons économiques de la wilaya qui est le port de Béjaïa se trouve en danger à cause de la position unilatérale de ses responsables et surtout en raison du non-respect des lois du pays». Il dira : «Nous sommes des nationalistes et nous ne voulons que le bien pour notre économie et notre wilaya». Il a appelé le groupe Serport «à ouvrir un dialogue sérieux et cesser la fuite en avant», dénonçant «les pressions» auxquelles ils sont confrontés pour «avoir pris le parti des travailleurs». La procession de l'Union de wilaya a marqué une halte devant le Complexe industriel Cevital, en signe de soutien des nombreux travailleurs de Numilog licenciés, et exigé leur réintégration et surtout «l'application des décisions de justice rendues en leur faveur». Pour leur part, les travailleurs du secteur des Travaux publics ont observé également, sous la houlette du Syndicat national autonome de l'administration publique Snapap/Cgata, un débrayage, suivi d'un sit-in devant la maison de la culture, lieu de départ de la procession vers le siège de la wilaya. Les travailleurs affiliés au Snapap ont, une nouvelle fois, exigé «la satisfaction des revendications des travailleurs conformément aux engagements pris lors de leur réunion avec les responsables du secteur le mois de mars dernier et la fin des pressions exercées sur des travailleurs et syndicalistes». Les contestataires réclament «la révision à la hausse des salaires et l'amélioration du pouvoir d'achat, l'attribution des primes, la régularisation des contractuels, le respect de la dignité des travailleurs et bien d'autres revendications». La marche de la Fédération des travaux publics, appuyée par le Satef, s'est terminée par un rassemblement devant le siège de la wilaya où les amateurs de cette action sont revenus dans le détail sur plusieurs points.

Hocine Cherfa

Après le gel de l'importation des viandes



Loumis

Djalou@hotmail.com

Le colonel Zouaoui Mokrane, commandant du groupement de la gendarmerie de Tizi Ouzou

«Le petit Yanis Hassani n'a été ni enlevé ni victime de sorcellerie»

■ Le défunt Yanis Hassani n'a été ni enlevé ni fait l'objet d'actes de sorcellerie, a affirmé, hier, le commandant du groupement territorial de la gendarmerie de Tizi Ouzou, le colonel Mokrane Zouaoui.

Par Hamid M.

Animant une conférence de presse consacrée au bilan annuel des activités de ses unités, il a souligné que contrairement à ce qui circule sur les réseaux sociaux concernant les causes de la mort du petit Yanis, disparu le 2 décembre et découvert trois jours plus tard sans vie, près de son village natal Ighil Mouhou, dans la commune d'Ait Yahia Moussa (25 km au sud-ouest de Tizi Ouzou, il n'a ni été enlevé ni victime d'actes de sorcellerie, rappelant que «nous avons tout entrepris pour tenter de le retrouver sain et sauf, mais en vain». Il n'a pas fourni de détails sur les circonstances, se limitant à citer le communiqué rendu public par le parquet de Draa El Mizan sur cette affaire. Interrogé sur l'évolution du taux de couverture du territoire de la wilaya de Tizi Ouzou par la gendarme-



Ph/D. R.

rie, le conférencier a précisé que celui-ci a atteint les 47 % par les 32 brigades opérationnelles, sans manquer de souligner que trois nouvelles brigades seront mises en service en 2021 dans les localités d'Azazga, Ait Agouacha et Akkerou, alors qu'il y a eu lancement des travaux de réalisation d'autres à Ait Yahia, Aïn Zaouia et Boudjima. Au chapitre de la cybercriminalité, il

ressort du bilan présenté que 74 affaires ont été élucidées en 2020. Pour le commandant du groupement territorial de la gendarmerie de Tizi Ouzou, une baisse de la criminalité a été enregistrée durant l'année écoulée comparativement à 2019, résultat de la présence du corps de sécurité sur le terrain ainsi que de l'intensification du travail de renseignement. H. M.

ENIEM de Tizi-Ouzou

Reprise du travail dimanche après la nomination d'un nouveau P-dg

Les travailleurs de l'Entreprise nationale des industries électroménagères (Eniem) de Tizi Ouzou, en arrêt d'activité depuis le 1^{er} décembre, reprendront le travail dès dimanche prochain suite à la nomination d'un nouveau P-dg à la tête de l'entreprise, a-t-on appris de source syndicale de l'entreprise. Mustapha Chaoui, qui a été installé hier dans ses fonctions à la tête du groupe électroménager, en remplacement de Djillali Mouazzer, au siège de la direction du groupe, en présence du président du groupe Elec El Djazair, s'est

rendu au niveau du complexe d'Oued-Aissi où il s'est brièvement entretenu avec les travailleurs. Après leur entrevue, «les travailleurs, globalement satisfaits de la décision prise par les pouvoirs publics, ont décidé de reprendre le travail dès dimanche avec l'organisation d'une assemblée générale pour la désignation de leurs représentants au Conseil d'administration (CA)», a indiqué, à l'APS, le représentant syndical Mouloud Ould El Hadj. Lors de cette rencontre, «l'annulation du congé technique décidé par l'ancienne

direction a été soumise au nouveau P-dg qui s'est engagé à étudier la question au sein du CA», a ajouté souligné M. Ould El Hadj. En arrêt technique d'activité durant le mois de décembre pour cause de rupture de stock des matières premières, du blocage de crédits par la banque et d'une grève menée par les travailleurs à partir du 3 janvier, un plan de relance a été élaboré en collaboration avec le groupe Elec El Djazair et le ministère de l'Industrie pour permettre la relance de l'activité de l'Eniem.

K. L.